

[Text]

It must be underlined, however, that peacekeeping is very often tied to our interests as a western North American nation. That and our specialized skills are potent reasons why we are so consistently asked to participate.

Third, we have always emphasized that the end of peacekeeping must be peacemaking, not simply more peacekeeping. The record on this front, however, has not been good. The recent announcement that Canada will soon withdraw its troops from Cyprus made clear that peacekeepers were no substitute for leadership and negotiation. The basis of peacekeeping operations, as Minister Mary Collins said on that occasion, must be agreement by the parties involved to work towards a practical political settlement. Twenty-eight years in Cyprus demonstrated all too clearly that this will did not exist.

Fourth, peacekeeping is a mixed blessing for the military. It provides experience in planning, logistics, signals and so on, but it is essentially an unmilitary occupation. Arms, when allowed, are for self-defence only, and peacekeeping cannot be said to give combat training. The personnel on the ground often find the work repetitive and unrewarding. Their senior officers are more apt to view peacekeeping as a source of legitimacy, a *raison d'être*, in tough times, although the last thing they want to see is the Canadian Armed Forces becoming a peacekeeping-only force. Of course, it is only because it is a modern, well-equipped military force that the Canadian Armed Forces can carry out the expert peacekeeping roles in which they specialize.

Finally, peacekeeping is popular. Polls constantly and consistently show that Canadians take great pride in their role as international peacekeepers and mediators. That makes peacekeeping good politics, a factor often weighed in the decision to dispatch a mission abroad.

Perhaps there, at politics, I'll stop, Mr. Chairman, since you know a good deal more about them than I do.

The Vice-Chairman (Mr. Ferland): *Merci beaucoup.*

Professor Jack Granatstein (Department of History, York University): Mr. Chairman, gentlemen, I am in the happy position of agreeing with every word my colleague said. That doesn't usually happen, but it does today.

I'll offer some slightly critical comments on some aspects of peacekeeping. Our present defence priorities, as you all know, include the protection of Canadian sovereignty, support for our alliances, and support for United Nations peacekeeping. The protection of sovereignty, in truth, can be protected only by political means, not military. Support for our alliances has been rendered virtually null and void, in the public's mind certainly, by the end of the Cold War. Only the

[Translation]

internationalisme, comme une antidote à un sur-continentalisme. Je me permets cependant de souligner que l'on établit très souvent un lien entre les opérations de maintien de la paix et nos intérêts comme pays occidental d'Amérique du Nord, ce qui, ajouté à nos compétences dans ce domaine, pourrait expliquer pourquoi on nous invite si souvent à y participer.

Troisièmement, nous avons toujours insisté sur le fait que du maintien de la paix devait découler l'instauration d'une paix durable, pas d'autres missions de maintien de la paix. Or, cet objectif n'a pas souvent été atteint. En annonçant récemment qu'il comptait retirer ses troupes de Chypre, le Canada a clairement montré que les soldats de la paix ne pouvaient pas remplacer le leadership et les négociations. Comme la ministre Mary Collins l'a fait remarquer à cette même occasion, les belligérants doivent s'entendre pour chercher une solution politique pratique à leur différend pour que les opérations de maintien de la paix réussissent. Les efforts déployés par les soldats de la paix à Chypre pendant 28 ans ont prouvé que la volonté d'en arriver à une entente n'existait pas.

Quatrièmement, le maintien de la paix ne comporte pas que des avantages pour les militaires. En fait, si la participation à ce genre d'opérations permet d'acquérir une certaine expérience de la planification et de la logistique, il s'agit essentiellement d'une activité non-militaire. On ne peut pas prétendre que les opérations de maintien de la paix préparent les soldats au combat puisqu'ils ne peuvent utiliser des armes que pour se défendre. Les simples soldats trouvent souvent leur travail répétitif et ingrat. Les officiers supérieurs considèrent peut-être plus le maintien de la paix comme une raison d'être pour l'armée quand les temps sont durs, mais ils ne voudraient certainement pas que les Forces armées canadiennes ne servent qu'à cette fin. Bien sûr, la seule raison pour laquelle les militaires canadiens peuvent jouer le rôle de spécialiste qui leur est confié dans les opérations de maintien de la paix, c'est qu'ils appartiennent à une armée moderne et bien équipée.

Enfin, le maintien de la paix a la faveur des Canadiens. Les sondages révèlent toujours que les Canadiens sont très fiers du rôle qu'ils jouent comme soldats de la paix et médiateurs dans le monde. Les dirigeants politiques le savent, et c'est un facteur qui a du poids dans la décision d'envoyer une mission à l'étranger.

Je n'en dirai pas plus long, monsieur le président, car vous connaissez la politique beaucoup mieux que moi.

Le vice-président (M. Ferland): *Merci beaucoup.*

M. Jack Granatstein (Professeur, Faculté d'histoire, Université York): Monsieur le président, messieurs, je suis heureux de pouvoir corroborer tout ce qu'a dit mon collègue. Ce n'est pas souvent le cas, et voilà pourquoi je prends la peine de le mentionner.

Permettez-moi de critiquer certains aspects du maintien de la paix. Comme vous le savez, nos priorités actuelles en matière de défense sont la protection de la souveraineté canadienne, le respect de nos engagements envers nos alliés et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. En vérité, la protection de notre souveraineté ne peut être assurée que par des moyens politiques, pas militaires. Nos engagements envers nos alliés ne suscitent presque plus